

Bureau du 24 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président

CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente

DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente

COLOMER Gérard

Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

DENNE Jean-Claude

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 17 avril 2024

Délibération affichée le :

Point n°5 – Attribution du marché 2024-001 concernant les travaux de protections de berges sur la Dranse à Abondance (secteur Miolène Les Ogays)

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du bureau que le SIAC a lancé une consultation en procédure adaptée pour les travaux de protections de berges sur la Dranse d'Abondance sur la commune d'Abondance. Ces travaux ont été inscrits au contrat de Rivières lors de la signature de l'avenant en 2020, au titre de l'action B2-10.

Les travaux sont répartis sur trois secteurs : Richebourg et Les Ogays en tranche ferme et un secteur en tranche conditionnelle situé à Miolène. Sur le secteur de Richebourg, l'aménagement prévoit la reprise de berges en protection mixte sur 75 m, la stabilisation du fond du lit par un radier en enrochements et l'ouverture de deux méandres par terrassements. Sur le secteur des Ogays, l'aménagement prévoit la reprise de berges en enrochements sur 60 m. Sur le secteur de Miolène, il est prévu la reprise de berges en protection mixte sur 105 m avec une barrette de blocage du fond à l'aval du pont. Le montant estimé à l'issue de la phase « Projet » intégrant les préconisations et adaptations résultant des études géotechniques est de 753 400 €HT pour les deux tranches.

Une consultation pour ce marché de travaux a été publiée au BOAMP le 27 février 2024, la date limite de réception des offres était fixée au 8 avril 2024 à 12 h au plus tard. Cette annonce a fait l'objet de 36 retraits de dossiers par des prestataires intéressés pour soumissionner. Six prestataires ont proposé des offres pour ce marché. Les candidats sont :

- | | |
|---------------------|------------|
| - Eiffage, | - Guintoli |
| - Benedetti-Guelpa, | - Famy, |
| - MCM, | - Socco. |

Après examen des éléments transmis, aucune candidature n'a été écartée.

Les critères d'analyse, de notation et de classement des offres sont : la valeur technique pour 50 points, la gestion environnementale du projet pour 10 points et le prix pour 40 points, sur un total de 100 points. Une première analyse a eu lieu sur l'ensemble des critères pré-cités et a permis de retenir les trois meilleurs candidats avec lesquels une phase de négociation a eu lieu. Cette négociation a permis de préciser certains points des offres et d'optimiser leurs offres financières.

A l'issue de l'analyse des offres et la phase de négociation, le Vice-président propose d'attribuer le marché à l'entreprise GUINTOLI pour un montant total de 639 987,90 €HT, (dont 405 092,90 €HT en tranche ferme et 234 895,00 €HT en tranche conditionnelle).

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** l'attribution du marché 2024-001 pour les travaux de protections de berges sur la Dranse à Abondance (secteurs Miolène à Les Ogays), à l'entreprise GUINTOLI, pour un montant de 639 987,90 € H.T. soit 767 985,48 € T.T.C.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer ce marché ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de cette commande et à l'exécution des prestations à intervenir.

Le secrétaire de séance,

Gil THOMAS



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER



Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.